Prendre la mesure de paroles insaisissables

Les faux témoins mentionnés dans les archives du parlement de Paris
(XVII^e-XVIII^e siècles)

*Capturing the Full Extent of Elusive Words: References to False Witnesses in the
Archives of the Parliament of Paris (17th–18th Centuries)*

Aurélien Peter

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoiremesure/5443>

DOI : 10.4000/histoiremesure.5443

ISSN : 1957-7745

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2016

Pagination : 107-140

ISBN : 978-2-7132-2522-2

ISSN : 0982-1783

Référence électronique

Aurélien Peter, « Prendre la mesure de paroles insaisissables », *Histoire & mesure* [En ligne], XXXI-2 | 2016, mis en ligne le 31 décembre 2018, consulté le 04 juin 2022. URL : <http://journals.openedition.org/histoiremesure/5443> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoiremesure.5443>

Prendre la mesure de paroles insaisissables Les faux témoins mentionnés dans les archives du parlement de Paris (xvii^e-xviii^e siècles)

Aurélien Peter *

Résumé. Le traitement sériel des procès de faux témoignage jugés au parlement de Paris aux xvii^e et xviii^e siècles, croisé avec leur analyse qualitative, révèle les méthodes de travail des greffiers et des conseillers et la façon dont ceux-ci perçoivent le faux témoignage et les faux témoins. La prise en charge des accusés de faux témoignage souligne les enjeux qui entourent le pouvoir conféré aux paroles. Leur falsification est condamnée dès lors qu'elle apparaît à des périodes où l'équilibre social et l'autorité royale paraissent mis en danger ou qu'elle est suspectée chez des accusés dont la faiblesse sociale fragiliserait la droiture de la langue. Mais les conseillers restent souvent hésitants face un crime difficile à prouver.

Mots-clés. histoire judiciaire, parlement de Paris, faux témoignage, France moderne, histoire quantitative

Abstract. Capturing the Full Extent of Elusive Words: References to False Witnesses in the Archives of the Parliament of Paris (17th–18th Centuries). Statistical analysis of false testimony trials that took place at the Parliament of Paris in the 17th and 18th centuries, coupled with qualitative analysis, underlines the court clerks' and counsels' working methods as well as how they perceived both false testimony and false witnesses. The way in which defendants were handled reveals the significant power attached to words. False testimony would most likely be condemned in the following two cases: when social stability and royal authority were weakened, or when it was suspected of lower-class defendants, whose word was not considered entirely trustworthy. Nevertheless, counsels often hesitated to pass judgment on crimes that remained difficult to prove.

Keywords. justice studies, Parliament of Paris, false testimony, early modern France, quantitative history

* Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. E-mail : aurelien.peter@univ-paris1.fr

1. Tous faux témoins, tous impunis ?

Benoît Garnot écrit que les faux témoins en justice, ceux qui ont déposé faux lors d'un procès, « sont évidemment impossibles à quantifier¹. » On pourrait dire de même à propos des faux témoins « instrumentaires » (impliqués dans les contrats) dont la parole, donnée pour valider un accord et mobilisable en cas de contestation, s'avère incertaine. Dans les deux cas, comment les historiens pourraient-ils distinguer, à partir des archives, là le témoin véridique et ici le faux ; comment déterminer où est la vérité ? Ce faisant, ne courraient-ils pas le risque de juger trop vite les témoins en oubliant de les comprendre ? Si les paroles des périodes passées sont difficiles à percevoir pour nous qui sommes constamment en train d'« écouter les morts avec les yeux », dans le sens que Roger Chartier donne à cette expression de Quevedo², alors rechercher plus précisément les paroles faussées relève de la gageure ; elles paraissent insaisissables.

Deux représentations relatives à la quantité des faux témoins ressortent cependant des écrits de l'époque dite moderne (xvi^e-xviii^e siècle environ). D'une part, dans le royaume de France, les témoins seraient tous des faux témoins. Ce topos discréditant, trop rapidement repris dans certaines recherches³, sert d'argument à un édit de François I^{er} promulgué fin mars 1532, qui condamne, entre autres, tous les faux témoins à mort. L'édit, enregistré dans la foulée par le parlement de Paris et diffusé en quelques années dans le royaume⁴, constitue le socle de la répression du faux témoignage – et, au moins à partir de la fin du xvi^e siècle, de la subornation de témoins – jusqu'à la refonte des systèmes législatif et judiciaire dans les années 1790. Il est peu répété et les inflexions qu'il connaît au tournant des xvii^e et xviii^e siècles ne concernent qu'une partie des faux témoins instrumentaires⁵.

D'autre part, le faux témoignage serait en fait rarement puni, et quand bien même certains des accusés de ce crime⁶ seraient inculpés, l'édit de 1532 ne serait pas suivi « à la rigueur » – nous dirions « avec rigueur » aujourd'hui. La dichotomie visible entre la peine prévue par une loi et son application ne se cantonne pas au faux témoignage et les historiens de la justice moderne

1. B. GARNOT, 2003, p. 432.

2. R. CHARTIER, 2015, p. 9.

3. À l'inverse, Benoît Garnot et d'autres à sa suite ont questionné et réévalué « la mauvaise image de marque » dont les témoins ont souffert : B. GARNOT, 2000, p. 33-35 ; *id.* 2003.

4. *Ordonnance des faux tesmoins & faulx saires*, 1532, Archives Nationales (désormais AN), U 446, fol. 151v-152.

5. En 1697, les faux témoins dans les contrats de mariage sont condamnés à l'amende honorable et aux galères (pour les hommes) ou à l'amende honorable et au bannissement (pour les femmes). Une ordonnance de 1735 prévoit que les témoins qui auraient signé un testament sans avoir vu le testateur sont condamnés à des peines afflictives et infamantes.

6. La distinction actuelle entre crime, délit et infraction n'existe pas à l'époque moderne.

ont montré depuis longtemps à quel point l'expression, dans les lois, de la force de la machine répressive s'opposait à la faible punition, en fait, de toutes sortes de crimes⁷. Mais l'insistance avec laquelle les juristes soulignent spécifiquement l'adoucissement de la répression des faux témoins est remarquable. Ce cas devient d'ailleurs exemplaire, dans leurs discours, des questionnements relatifs à l'efficacité de la loi.

Les faux témoins seraient donc partout et beaucoup resteraient impunis ou s'en sortiraient à bon compte. Comment interroger ces grandeurs imaginées ? Un moyen de mieux percevoir ces paroles fuyantes est de chercher la piste de ceux qui ont été accusés de ce crime. La majeure partie de mes recherches sur les faux témoins a donc été consacrée à relever les traces des accusés de faux témoignage conservées dans les archives criminelles du parlement de Paris. Puisque la loi prévoit que les faux témoins doivent être condamnés à mort, les accusés sont jugés dans le cadre de la procédure criminelle « extraordinaire⁸ » et, au parlement de Paris, ils sont pris en charge par les magistrats réunis en conseil dans la chambre de la Tournelle. Si la plupart des écrits et des procès analysés se rapportent au faux témoignage en justice, je n'ai pas évacué pour autant les témoins accusés d'avoir déposé faux dans des contrats – l'édit de 1532 et plusieurs juristes les lient ensemble⁹ – ni les accusés de subornation de témoins, dont les procès donnent des indications supplémentaires sur les représentations que l'on se fait alors des faux témoins.

L'utilisation des archives du parlement de Paris pour étudier les accusés d'un crime ne peut se faire sans précaution. Je reviendrai d'abord sur ce questionnement, qui invite à repenser tant les objets historiques perceptibles à partir de ces archives que les manières d'établir les corpus et les méthodes d'analyse de ceux-ci, avant de détailler les principaux résultats obtenus¹⁰.

2. De l'étude quantifiée d'un crime dans les archives du parlement de Paris

Modes historiographiques

L'étude quantitative de crimes spécifiques et d'individus accusés de les avoir commis a suscité un grand intérêt dans les années 1970-1980, en

7. N. CASTAN, 1980.

8. Le plus souvent, la procédure criminelle est « extraordinaire », par opposition à la procédure civile, « ordinaire ». Certains procès criminels de moindre importance peuvent cependant être réglés à l'ordinaire.

9. Tels J.-A. SALLÉ, 1752, p. 379 ou P.-A. MERLIN, 1778, p. 407.

10. Cet article est en partie fondé sur A. PETER, 2016. Certaines données ont été cependant retravaillées. Je remercie Anne-Sophie Bruno et Pascal Bastien pour leurs avis et leurs conseils.

même temps que l'activité criminelle des parlements royaux faisait l'objet de recherches à part entière en histoire de la justice ou en histoire du droit. Il s'agissait alors de décrire une société dans son ensemble, de percevoir derrière les archives les comportements des accusés et de comprendre l'évolution générale des mentalités face à des actes interdits, réprimés. Dans cette perspective, la consultation des archives du parlement de Paris s'est longtemps imposée comme une évidence, une nécessité en tout cas, pour qui voulait mener à bien l'étude d'un crime en particulier au vu de l'importance de cette institution.

Le ressort de cette dernière s'étend peu ou prou de Lyon à La Rochelle et de Calais à Aurillac, de telle sorte qu'aux ^{xvi}^e-^{xvii}^e siècles, il couvre la moitié de la superficie du royaume, et toujours plus du tiers au ^{xviii}^e siècle. On estime alors à 8 à 10 millions le nombre de justiciables qui peuvent se rapporter au parlement de Paris. En effet, les parlements jugent en appel les procès dont les sentences ont été prononcées par une justice inférieure ou subalterne¹¹, même s'ils peuvent aussi juger directement en première instance. En théorie, toute affaire concernant un crime dont la condamnation pourrait déboucher sur une peine afflictive¹² doit entraîner un appel automatique devant un parlement. Si cette procédure fait son apparition normative dans l'ordonnance criminelle de 1670 (titre xxvi, art. 1), Yves-Marie Bercé et Alfred Soman écrivent qu'elle est « presque obligatoire¹³ » dès le règne de François I^{er}. Pour les autres affaires, tous sont autorisés à faire appel : accusés/défendeurs ou accusateurs/demandeurs¹⁴, particuliers ou procureurs. Les archives du parlement de Paris auraient donc permis d'approcher la criminalité et sa répression pour une très grande partie du royaume de France ; elles auraient formé la principale caisse de résonance à leurs échos.

Dans les années 2000, les mutations du champ de recherches en histoire de la justice ont profondément et justement remis en cause cette utilisation des archives parlementaires parisiennes et la séduction opérée par celles-ci a été mise à distance. Les travaux de Benoît Garnot ont fait prendre conscience de l'« évaporation importante¹⁵ » que subit la masse des contentieux entre le moment du méfait et l'apparition du procès au Parlement. Bien souvent, les justiciables cherchent à transiger à tout prix au niveau infrajudiciaire pour

11. Les juridictions inférieures font partie des justices royales tandis que les subalternes sont principalement détenues par des seigneurs ou des communautés. Dans les deux cas, les appels finissent devant un parlement, généralement après passage devant des tribunaux d'échelon intermédiaire. Ces tribunaux rendent des sentences ; les parlements, des arrêts.

12. Les peines afflictives contraignent le corps. En général, les juriconsultes y intègrent tant les peines capitales, le fouet et la marque que le pilori ou le bannissement.

13. A. SOMAN & Y.-M. BERCÉ, 1995, p. 260.

14. Il est habituel de distinguer entre « demandeurs » dans les procès civils et « plaignants » dans les procès criminels. Cependant, les arrêts criminels du Parlement évoquant exclusivement des demandeurs, je m'en tiens à cette dénomination.

15. B. GARNOT, 2000, p. 18-20, 46-47.

éviter de se confronter à une justice dont ils craignent tant l'autorité que certaines victimes n'osent même pas aller au tribunal demander réparation des torts qu'ils ont subis. Et quand bien même une plainte serait déposée et le procès achevé en première instance, ce qui est loin d'être toujours le cas, l'arrivée automatique de procès en appel au Parlement apparaît peu suivie au quotidien. Étudiant la prévôté royale de Vaucouleurs, Hervé Piant note que des peines qui, en théorie, exigent un appel peuvent être exécutées en première instance sans que cette procédure ne soit mobilisée¹⁶. Les arrêts du Parlement ne reflètent donc qu'une petite partie des procès criminels du ressort et les profils des accusés qui s'y trouvent ne peuvent être généralisés.

De ce fait, la quantification des archives criminelles du parlement de Paris a été relativement écartée des champs de recherche. Tout d'abord, l'accent a été mis sur une approche « microjudiciaire¹⁷ », visant à traiter l'entier du contentieux pour une justice subalterne ou inférieure. Dans cette optique, les travaux d'Hervé Piant ont rendu toute leur importance aux procès jugés au civil, trop souvent délaissés alors qu'ils forment la part la plus importante de l'activité judiciaire. Par ailleurs, le parlement de Paris a été observé à travers le filtre d'autres problématiques, principalement liées au renouvellement des intérêts pour les logiques de fonctionnement institutionnel et pour les pratiques documentaires¹⁸. Enfin, si les archives criminelles du Parlement continuent d'être parfois mobilisées lors de l'étude de crimes spécifiques, à l'analyse quantitative se substitue celle « détaillée d'un exemple précis¹⁹ ».

Dénombrer les accusés dans les archives criminelles du Parlement

Ces prises de distance, nécessaires, avec la quantification des archives criminelles du Parlement ne doivent pas empêcher sa mobilisation raisonnée, dans l'esprit des nouvelles approches en histoire quantitative. Certes, les cas de faux témoignage et de subornation²⁰ trouvés dans les archives parlementaires ne donnent aucune indication sur le nombre effectif des faux témoins. Ceux qui ont pleinement réussi sont inatteignables : leurs faux témoignages ont été enregistrés comme véridiques. Et quand bien même certains de ceux-ci auraient été trouvés suspects, ils n'ont pas tous entraîné des procès arrivant jusqu'au parlement de Paris. Par ailleurs, tous les inculpés pour faux témoignage ont-ils réellement déposé faux ? Impossible de le savoir.

16. H. PIANT, 2006, p. 282.

17. H. PIANT, 2007, p. 18.

18. D. FEUTRY, 2013 ; F. HILDESHEIMER, 2016. Notons le travail de P. BASTIEN, 2006, qui lie l'étude des pratiques documentaires à celle de la mise en scène du rituel judiciaire.

19. B. GARNOT, 2000, p. 47.

20. La subornation englobe toute tentative de corruption. Cependant les mots « subornation » ou « suborneur » utilisés sans complément du nom se rapportent, ici, à la seule subornation des témoins.

Les affaires recensées permettent en revanche de faire une histoire microjudiciaire de la prise en charge des accusés de faux témoignage et de subornation. Le point de mire n'est donc pas tant les accusés que le personnel judiciaire ; non pas celui qui s'active dans l'ensemble des tribunaux du royaume mais celui de la Chambre criminelle du Parlement. Son étude reste passionnante, du fait des particularités de l'institution, du volume de son activité, de la diversité des accusés qui se présentent devant elle, de l'importance sociale conférée à son personnel.

Mais les archives du parlement de Paris sont massives, difficiles d'accès, et forment en quelque sorte une « forteresse de papier²¹ ». Afin de retrouver les affaires de faux témoignage et de subornation de témoins, le dépouillement systématique de chaque type d'archive criminelle pour une période restreinte aurait pu offrir une solution de continuité mais, en l'absence d'étude précise sur le sujet, il était difficile de savoir où donner le premier coup de pioche dans la forteresse. Cela m'a conduit à embrasser plutôt une large période, de la fin du xvi^e à la fin du xviii^e siècle. Ce temps long permet une observation des constantes et de certaines ruptures dans les représentations du personnel du Parlement, quitte à ce que leur variété s'en trouve parfois estompée.

Toutes les archives criminelles ne pouvaient alors être prises en compte. Je me suis d'abord concentré sur les trois strates de rédaction des arrêts (les décisions en théorie finales) des procès pour faux témoignage et pour subornation de témoins : le plumitif de conseil, la minute et l'arrêt transcrit. Dans le premier type d'archive, les greffiers conservent au brouillon le moment de la comparution finale des accusés et le jugement arrêté. Les deux autres correspondent à des copies successives de ce que j'appellerai « l'arrêt rédigé » : d'abord écrit sur un feuillet (la minute), puis retranscrit, parfois une dizaine d'années après, sur registre de parchemin (l'arrêt transcrit). L'analyse des décisions de la cour est ainsi étoffée par celle de l'historique des procédures via l'arrêt rédigé et, via le plumitif, par celle du dernier interrogatoire des accusés – même si la précision de la retranscription de ce dernier s'appauvrit au fur et à mesure que les plumitifs se rationalisent.

Deux méthodes de dénombrement ont été ensuite mobilisées, une pour chaque siècle : d'une part un sondage décennal des plumitifs et des arrêts transcrits (1600-1690) et d'autre part la consultation, rectifiée et complétée, d'un inventaire, le *Répertoire des arrêts criminels*, qui liste plusieurs milliers d'accusés jugés en la Chambre criminelle de 1700 à 1790²². De ce fait, les données ne peuvent être reliées inconsidérément : il n'y aurait aucun intérêt, par exemple, à comparer le nombre de procès entre les deux siècles. Au final, j'ai recensé 60 arrêts pour le xvii^e siècle, relatifs à 59 affaires, 67 accusés de faux témoignage et 64 accusés de subornation ; pour le xviii^e,

21. D. FEUTRY, 2013, p. 21.

22. AN, X^{2a} 906 A, voir *infra*.

123 arrêts, soit 111 affaires, 180 accusés de faux témoignage et 185 accusés de subornation²³.

La relative petite quantité d'affaires de faux témoignage et de subornation recensées a permis des traitements qualitatifs et quantitatifs approfondis des plunitifs et des arrêts rédigés, dont la longueur peut poser problème dans le cas d'une population trop importante – certains arrêts transcrits dépassent facilement la centaine de pages. Un premier temps de la recherche a été consacré à l'étude textuelle et matérielle de l'ensemble du corpus. Tics d'écriture, logiques de retranscription et de mise en mémoire mettent en scène des jeux sociaux ; ils dévoilent en partie les représentations relatives à des situations et à des individus, ici les accusés de faux témoignage et de subornation de témoins.

Les documents ont été insérés par la suite dans une base de données relationnelle, facilitant la navigation entre les nombreuses entités observables dans les archives : affaires, étapes de la procédure, acteurs du procès et liens qui les unissent, interrogatoires, décisions de la cour, documents en eux-mêmes. Là aussi, le petit nombre d'affaires permet de multiplier les précisions, réparties en une quarantaine de tables. La structure de la base s'appuie sur les affaires plutôt que sur les documents, bien que ceux-ci n'aient pas été complètement écartés²⁴, et les étapes de la procédure criminelle sont en partie reproduites. Ont d'abord été retenues des informations sur ce qui précède l'arrivée à la cour, à savoir la plainte initiale ainsi que, le cas échéant, la sentence rendue en première instance et la demande d'appel. Mentionnées dans les premières parties des arrêts rédigés, elles renseignent autant sur l'histoire du procès que sur la promotion de la mémoire judiciaire. Ensuite, les interrogatoires des plunitifs et les décisions de la cour ont été à leur tour modélisés.

L'analyse des résultats des requêtes a consisté, dans un premier temps, à faire des comptages, des tris à plat et des tableaux de contingences. Grâce aux tests statistiques, les résultats obtenus peuvent être extrapolés, non pas au royaume ni même au ressort, mais à la prise en charge des accusés de faux témoignage et de subornation par la Chambre criminelle du Parlement. Il s'agit bien, déjà, d'une extrapolation : les données, collectées selon un sondage et un inventaire, ne peuvent être considérées comme exhaustives. Dans un second temps, quatre régressions logistiques multiniveaux ont permis d'analyser plus précisément ce qui détermine les conseillers de la Tournelle à inculper ou non les accusés et à leur appliquer ou non des peines sévères. Sans établir des causalités indiscutables, elles ont contextualisé statistiquement les jugements

23. Une affaire peut contenir plusieurs arrêts, lorsque certains de ceux-ci ordonnent des suppléments d'information – c'est le nom de l'enquête au criminel – pour tout ou partie des accusés. En théorie, ces arrêts « interlocutoires » doivent être suivis, quelques mois, quelques années après, d'un arrêt définitif, mais ce n'est pas toujours le cas.

24. Sur ce problème, voir H. Piant, 2007, p. 22 *sqq.*

par la comparaison de l'influence des variables retenues²⁵. Malgré des manques qui ne doivent pas être négligés²⁶, ces variables restent nombreuses ; elles se rapportent aux individus, aux crimes, aux procès²⁷.

Bien évidemment, la modélisation des archives soulève des problèmes. Les principaux concernent sa potentielle rigidité face à la variété des situations observées. Le choix des nomenclatures, par exemple, est toujours délicat²⁸. La démultiplication des tables de la base et la catégorisation progressivement échelonnée depuis les expressions relevées dans les documents jusqu'à un codage final permettent de pallier cette difficulté, mais en partie seulement. Les allers-retours avec les analyses qualitatives sont indispensables pour retrouver la souplesse des procédures et la finesse des échanges retranscrits, tout comme pour corriger les inévitables erreurs de la première saisie. En outre, une étude de cas a été menée sur toutes les pièces du procès d'un accusé de faux témoignage, René Syné, depuis des requêtes des parties demanderesses jusqu'à la description de sa pendaison place Maubert. Ce procès n'est pas pris comme un idéal-type : il est jugé en 1583, soit légèrement en amont du corpus principal, et l'accusé est condamné à mort, ce qui, malgré l'injonction de l'édit de 1532, n'est pas si fréquent. En revanche, il permet une compréhension fine de la prise en charge d'un accusé de faux témoignage au cours de son passage, durant plusieurs mois, au Parlement.

Les archives criminelles du parlement de Paris peuvent donner accès à l'étude de crimes spécifiques. Mais, pour que l'observation prenne du relief, pour l'élargir avec mesure, les points de vue portés sur elles doivent être multipliés et entrecroisés. Les analyses qualitatives et quantitatives s'ajustent alors l'une à l'autre et, dans un contrepoint des vues, renforcent le discours sur la prise en charge des accusés par le personnel de la Chambre criminelle du Parlement. Loin d'éloigner le chercheur des archives criminelles, les méthodes quantitatives lui permettent de s'en rapprocher dès lors qu'elles s'associent à leur lecture approfondie et non à leur survol.

3. Quelques résultats de la recherche

Le premier résultat concerne indirectement mon objet de recherche principal, mais très immédiatement la gestion de l'activité judiciaire du Parlement par son personnel. La comparaison systématique des archives parlementaires

25. A.-S. BRUNO, 2010, p. 233 *sqq.*, évoque tant les critiques faites contre la régression logistique que ses avantages.

26. Il était impossible, dans le temps imparti de la recherche, d'agréger au modèle les questions et réponses retranscrites dans les plunitifs, qui ont été toutefois insérées dans la base de données.

27. Voir tableaux en annexe.

28. H. PIAUT, 2007, p. 25.

relatives aux accusés de faux témoignage et de subornation avec le *Répertoire des arrêts criminels* a permis d'étudier celui-ci non comme un simple inventaire mais comme un objet historique en soi. Je me concentrerai ensuite sur la prise en charge des accusés de faux témoignage. Balançant entre craintes et désarrois, les conseillers et les greffiers de la Tournelle dressent, au fil des documents, des portraits de faux témoins.

Logiques de dénombrement et de modélisation à la fin du XVIII^e siècle : le Répertoire des arrêts criminels

Au vu de la masse des archives parlementaires parisiennes et de la difficulté de s'y retrouver, les historiens qui ont souhaité effectuer un traitement sériel des accusés jugés en la Tournelle ont été souvent séduits par l'utilisation des quatre volumes in-folio du *Répertoire des arrêts criminels*, brèche apparente dans la « forteresse de papier » pour le XVIII^e siècle²⁹.

Largement utilisé, le *Répertoire* est mal connu. Il a été achevé avant mai 1791 – un procès-verbal le mentionne alors – mais le travail de préparation semble avoir commencé vers 1780 au vu d'une rupture entre les trois premiers volumes – soit les jugements rendus avant 1780 – et le quatrième dans la logique d'ordonnancement des accusés³⁰. L'initiateur du projet serait Jean-Baptiste Martin, commis au greffe criminel³¹ mais, si c'est le cas, il n'en a clairement pas été l'unique rédacteur : les traces des plumes de plusieurs autres greffiers se distinguent dans les volumes. En tout cas, le grand tableau qui parcourt chaque double page permet de lister les âges, qualités et demeures des accusés, les juridictions de provenance du procès, les accusations, les peines prononcées en première instance, les dates et contenus des arrêts, enfin les anciens numéros de registres ou de cartons dans lesquels les trouver.

Bien que des imperfections y aient été relevées, le *Répertoire* est considéré comme un témoin privilégié des accusés et de leur répression. Il classe et catégorise selon les colonnes que l'impression préalable des pages lui fait suivre ; il accélère la recherche et facilite l'accès aux nombres. « Instrument de recherche », il a été pris comme un simple moyen ; jamais comme une fin. Le témoignage d'un inventaire ancien mérite pourtant d'être questionné, au même titre que l'a été celui des écrits dits « du for privé³² ». S'il ne met pas en récit, le *Répertoire* met en ordre, action qui répond à des attentes particulières et qui en fait un objet historique à part entière, contextualisé dans la fin du XVIII^e siècle où il est produit.

29. A. PETER, 2016, p. 57-74

30. M. DILLAY, 1937-1938, p. 22.

31. A. GRÜN, 1863, p. CCXLII.

32. C. JOUHAUD *et al.*, 2009.

Les entreprises de classification foisonnent alors en Europe³³ et d'autres tables et répertoires apparaissent au Parlement, signes des tentatives de rationalisation du greffe et de l'importance accordée à la mémoire judiciaire³⁴. En outre, à la même époque, le baron de Montyon, conseiller d'État, fait réaliser un travail sur les accusés jugés à la Tournelle entre 1775 et 1786, dont le dénombrement ne correspond pas exactement à celui du *Répertoire*³⁵. L'analyse des rapports de l'entreprise parlementaire avec celle du conseiller du roi pourrait s'avérer intéressante dans la perspective des études renouvelées sur les interactions du Parlement avec la monarchie³⁶. La mise en inventaire de la mémoire judiciaire a-t-elle alors donné lieu à des collaborations ou à des concurrences ? Dans un dénombrement s'expriment des enjeux de pouvoir.

Figure 1. La double page 221 du troisième volume du Répertoire des arrêts criminels (AN, X^{2A} 906 A)

Le *Répertoire* ne dénombre pas seulement des accusés : un index d'arrêts portant règlement ouvre chacun des trois premiers volumes³⁷. Listant ces injonctions sur des points de droit qui font jurisprudence dans son ressort, le personnel du Parlement montre qu'il en garde le souvenir et affirme son autorité dans l'exercice de la justice. Toutefois, la fascination exercée par les accusés sur les chercheurs a occulté cet aspect de l'ouvrage et a aussi transformé son appellation. Ainsi, l'exemplaire photocopié du *Répertoire des arrêts criminels* consultable aux Archives nationales a pour titre *Table alphabétique des accusés jugés en appel au parlement de Paris, chambre criminelle, de 1700 à 1790*. Les arrêts ont disparu.

33. É. BRIAN, 1994, p. 172.

34. La mémoire judiciaire a d'ailleurs suscité des concurrences au sein du Parlement ; voir D. FEUTRY, 2009.

35. J. LECUIR, 1974.

36. D. FEUTRY, 2013.

37. Sur les arrêts portant règlement et les arrêts de règlement, voir P. PAYEN, 1997 et 1999.

Cette dénomination a déformé par ailleurs le reflet des accusés répertoriés. Tout d'abord, elle indique que les accusés auraient été jugés en appel. Or le *Répertoire* renvoie aussi à des procès commencés en la cour ou transférés depuis d'autres juridictions avant la sentence et sans qu'il y ait appel. La colonne « Juridictions » est alors laissée vide, ou bien il y est inscrit « en la cour », et aucune peine de première instance n'est indiquée. Ensuite, on a pu croire que le *Répertoire* n'aurait recensé que les accusés entendus en la Chambre, ce qui est tout aussi inexact : certains accusés qui n'ont pas comparu y sont aussi mentionnés.

Les données remplies et manquantes du *Répertoire* permettent en fait de comprendre la logique de sa confection. Il est couramment expliqué que la colonne « date des arrêts » renverrait aux arrêts rédigés : arrêts transcrits jusqu'en 1784, minutes – jamais transcrites – de 1784 à 1790. Ceux-ci seraient au fondement de la constitution de l'œuvre. Toutefois, nombre d'arrêts n'apparaissent pas dans ces archives à la date indiquée, qu'ils soient introuvables ou décalés de quelques jours, c'est-à-dire parfois à plusieurs centaines de pages. Cette explication est donc peu satisfaisante et invite à repenser les sources mobilisées par les auteurs du *Répertoire*. Si les arrêts rédigés gardent par excellence la mémoire judiciaire du Parlement, ils ne sont pas pratiques à utiliser pour un dénombrement. Les quelques quatre cents volumineux registres de parchemin (1700-1784) et la quinzaine de cartons de minutes (1784-1790) mélangent des actes de différentes natures ; le style de rédaction d'un arrêt rédigé complexifie en outre le prélèvement des informations qui y sont dispersées.

D'autres archives détiennent en revanche toutes les qualités requises pour une recherche rapide et efficace dans un siècle d'arrêts : la centaine de plumitifs du conseil³⁸. Ces registres de brouillons, moins nobles sans doute que ceux de transcription d'arrêts, sont des outils quotidiennement manipulés par les greffiers. L'application comme un calque du *Répertoire* sur les plumitifs est alors révélatrice. La plupart des colonnes du premier peuvent être remplies avec les caractéristiques les plus immédiatement visibles dans les seconds, et les cases vides concordent avec les données manquantes dans les plumitifs. Enfin, lorsque les plumitifs et les arrêts rédigés entrent en contradiction, le *Répertoire* suit les premiers.

L'énigme des dates est dès lors résolue. D'une part, certains arrêts des plumitifs n'ont jamais été rédigés et ne peuvent donc se retrouver dans les minutes et encore moins dans les registres de parchemin. D'autre part, le *Répertoire* note en fait la date de l'interrogatoire de l'accusé inscrite dans le plumitif, qui peut différer de celle de l'arrêt pour les affaires les plus complexes, ce qui explique les décalages. Un exemple : selon le *Répertoire*, on peut retrouver un certain René Jarossier au 24 mars 1738. Plusieurs cases de la ligne sont

38. AN, X^{2A} 1064 à 1154.

remplies, mais pas celle de la décision de la cour. Si la date ne mène à rien dans les arrêts rédigés, le registre plunitif retranscrit bien au 24 mars l'interrogatoire de Jarossier. Le brouillon de l'arrêt définitif n'y a toutefois pas été noté. À la fin des sept feuillets d'interrogatoires, il est simplement indiqué que le procès sera « continué a Mercredy vingt six du present mois a deux heures et demi ». Or, de ce prolongement, le plunitif n'a gardé trace. La décision de la cour se retrouve seulement dans la minute et l'arrêt transcrit correspondant, au 29 mars. On comprend mieux pourquoi elle n'est pas indiquée dans le *Répertoire* : elle est absente de la source utilisée³⁹.

Si les plunitifs semblent avoir constitué la source principale des auteurs, le calque n'est pas toujours parfait. Tout d'abord, les accusés de six procès apparaissent dans le *Répertoire* mais pas dans les plunitifs. Leur interrogatoire et le brouillon de l'arrêt ont pu être notés sur d'autres supports, aujourd'hui disparus. Ensuite, dans quelques cas concentrés en fin de période, les renseignements sur un accusé peuvent être plus fournis dans le *Répertoire* que dans le plunitif. Cela tend à confirmer que la constitution du *Répertoire* a débuté aux alentours de 1780 : le ou les auteurs, alors familiers des affaires, peuvent ajouter des précisions absentes des plunitifs. Enfin, la lecture de ces derniers contredit parfois le *Répertoire*. Le lien entre les deux ensembles sort pourtant renforcé de ce cas de figure, qui signale une tentative d'interprétation, erronée, des plunitifs par les greffiers qui ont réalisé le *Répertoire*. Par exemple, il y est indiqué que tous les accusés d'un procès jugé les 12 et 13 août 1756 avaient été condamnés en première instance au carcan avec des écriteaux et à trois ans de bannissement. Dans le plunitif, ces peines sont notées pour le premier accusé interrogé mais rien n'est inscrit près des autres. L'auteur semble avoir forcé l'interprétation en attribuant ces peines à tous. La minute de l'arrêt indique cependant que certains sont mis hors de cour ou soumis à un supplément d'information.

Ces différences révèlent les pratiques de modélisation des greffiers. De ce point de vue, l'analyse de la colonne « accusations » est d'une grande richesse. Si la plupart des données du *Répertoire* sont facilement récupérables telles quelles depuis les plunitifs, il n'en va pas de même pour les accusations, qui doivent être devinées à partir du contenu de l'interrogatoire. Mais, premier problème, certains accusés mentionnés dans les décisions des plunitifs n'ont pas été interrogés. De plus, au XVIII^e siècle, les plunitifs reflètent moins l'interrogatoire qu'ils ne le résument. Enfin, les questions débordent souvent l'accusation et rapportent aussi les soupçons des conseillers, tant sur l'affaire en cours que sur d'autres plus anciennes. Les auteurs du *Répertoire* ont donc dû effectuer des choix de catégorisation.

Pour les accusés apparaissant dans les décisions finales mais non interrogés, la colonne « accusations » n'est généralement pas remplie. Une mention

39. AN, X^{2A} 1102, 24 mars 1738 ; X^{2A} 716, 29 mars 1738 ; X^{2B} 982, *id.*

y a été parfois inscrite puis barrée, comme si son auteur avait hésité à forcer l'interprétation. Qu'en est-il pour les accusés interrogés ? Les erreurs du *Répertoire* sont à nouveau significatives. Le 6 août 1763, Pierre Heu, accusé de faux témoignage et de subornation, est condamné à la roue ; et Claude Carbonnier, à neuf ans de galères pour faux témoignage. Pourtant, d'après le *Répertoire*, Pierre Heu et Claude Carbonnier auraient commis un « assassinat ». L'interrogatoire de Heu, qui est le premier entendu par la cour, commence ainsi :

S'il n'a pas eu des démêlés contre Flahault. – Oui.

*S'il n'avoit pas dessein de se défaire de lui. – Non*⁴⁰.

Certes, Heu semble avoir souhaité se défaire du nommé Flahault, mais pour cela, il a fait un faux témoignage en le dénonçant comme assassin, crime puni de mort, et a par ailleurs produit des faux témoins contre lui. Quant à Carbonnier, le début de son interrogatoire concerne l'assassinat que Flahault aurait commis. Pour les deux, les questions relatives aux chefs d'accusation, clairement identifiables dans les arrêts rédigés et dans l'arrêt publié⁴¹, n'apparaissent que plus loin dans les interrogatoires. Cet exemple résume deux tendances observées. D'une part, dès que l'auteur de la ligne du *Répertoire* estime avoir trouvé un indice suffisant concernant l'accusation, il néglige le reste de l'interrogatoire. D'autre part, les chefs d'accusation relevés pour les premiers accusés interrogés influent sur ceux des autres accusés.

À ce sujet, je veux terminer ce point en évoquant une pratique particulièrement visible dans les trois premiers volumes du *Répertoire*. Certains accusés sans chef d'accusation sont notés « compl. » (complices) d'un autre. Cette indication est ambiguë. Tout d'abord, le chef d'accusation des complices n'est pas toujours identique à celui de l'accusé principal. Ce dernier peut aussi rassembler tous les chefs d'accusation des complices, dont certains qui ne le concernent pas. C'est le cas pour René Jarossier, mentionné ci-dessus. Enfin, cette mention signale moins une complicité réelle que le regroupement d'accusés au sein d'une même affaire. De nombreux accusés jugés le 3 septembre 1773 sont identifiés comme « compl. du Comte de Morangiès », même François Liégeard Dujonquay et sa mère, qui sont pourtant de la partie adverse. En effet, chaque partie a produit des requêtes contre l'autre et le tout est jugé en même temps, au terme d'un procès retentissant et complexe⁴².

Tantôt le ou les auteurs du *Répertoire* se montrent prudents : ils tiennent à ne pas surinterpréter le document qui sert de base à leur recension des accusés. Ils laissent alors un blanc ou rayent leur première audace de modélisation. Parfois, au contraire, plutôt que laisser apparaître leur doute ou pour faciliter leurs recherches ultérieures, ils préfèrent remplir les colonnes imprimées et recouvrir du bruit de leur hypothèse le silence de la source. Ces pratiques,

40. AN, X^{2A} 1126.

41. AN, X^{2A} 819 ; *Arrest de la cour de Parlement*, 1763.

42. L'affaire du comte de Morangiès est célèbre, voir S. MAZA, 1993.

plus ou moins conscientes, sont évocatrices pour l'historien, régulièrement confronté à des problèmes similaires dans les analyses tant quantitatives que qualitatives de ses objets historiques.

La connaissance du *Répertoire* permet de mieux maîtriser ce dernier. Pris comme un instrument, il ne supplée pas la lecture des archives, et l'analyse des données qui y sont relevées ne peut s'abstraire sans danger du cadre des tests statistiques. Mais il témoigne aussi des méthodes mises en œuvre par les greffiers pour dénombrer et modéliser leurs archives à la fin du XVIII^e siècle. L'histoire de ce document mériterait d'être encore approfondie, afin de mieux comprendre les enjeux qui ont entouré sa constitution.

Face aux faux témoins, entre craintes et désarrois

Si la lecture et la modélisation des strates de rédaction des arrêts et l'étude de cas ne donnent pas accès de façon exhaustive à la prise en charge des accusés de faux témoignage au Parlement, elles permettent d'apercevoir le contour et le mouvement des représentations que le personnel de l'institution se fait des faux témoins⁴³. La justice d'Ancien Régime est théoriquement réglée par une comptabilité de preuves légales. L'arbitraire des juges – et donc leurs convictions et leurs imaginaires – y joue toutefois un rôle primordial, tant pour accepter la requête qui ouvrira le procès d'un accusé que pour inculper celui-ci et déterminer sa peine⁴⁴.

Parmi les 247 accusés de faux témoignage recensés, 59,1 % sont déclarés coupables ; 36,5 % des 137 inculpés non contumaces⁴⁵ sont condamnés à des peines principales afflictives lourdes ou moyennes⁴⁶ et, parmi eux, 5 aux galères à perpétuité et 10 à la mort. L'idée selon laquelle la justice pèserait faiblement sur les faux témoins trouverait-elle ici un écho ? Ces taux d'inculpation et de condamnation à des peines sévères semblent en effet peu

43. A. PETER, 2016, p. 92-120, 135-152 et 195-244.

44. J.-L. HALPÉRIN, 2009.

45. Les jugements par contumace concernent certains accusés absents du procès. Les peines de ceux-ci, généralement sévères car non exécutées, ne sont pas représentatives de la répression exercée sur les individus. Tout accusé absent lors du jugement n'est cependant pas forcément jugé par contumace. Les inculpés jugés par contumace n'ont pas été pris en compte dans le cadre de cet article.

46. Peines afflictives lourdes : peines capitales et exclusions lourdes à perpétuité (galères, remplacées par le bagne en 1748, et hôpital). Peines afflictives moyennes : exclusions lourdes « à temps », peines corporelles (carcan, verges, marque), mais aussi bannissement à perpétuité. Peines afflictives légères : amende honorable, bannissement à temps, assister à l'exécution d'un autre condamné. Peines infamantes : lecture publique de la décision du tribunal, incapacité de charge, déclarations, admonestations, blâmes, défenses, injonctions. Les peines pécuniaires sont rarement données seules. Bien entendu, ces catégories ne sont qu'indicatives. Elles ont été constituées par échelons successifs pour allier au mieux la cohérence statistique à la représentation que l'on se fait alors des peines, notamment à travers la nomenclature dressée par P.-F. MUYART DE VOUGLANS, 1780.

élevés en comparaison de la répression d'autres crimes jugés au Parlement à l'époque moderne⁴⁷. Il ne faudrait toutefois pas trop vite conclure que les conseillers de la Tournelle ne se sentent pas concernés par la répression du faux témoignage.

Dans la procédure criminelle, inquisitoire, la preuve testimoniale reste déterminante et les témoins, appelés par les plaignants, déposent le plus souvent à charge contre le prévenu⁴⁸. À cause d'un faux témoignage, un innocent peut ainsi perdre l'honneur voire la vie et les conseillers du Parlement s'en inquiètent parfois explicitement. Le 16 septembre 1620, il est remonté à Mathurin Crosnier « que ce qu'il a deposed estoit pour faire mourir un homme⁴⁹ ». Une remarque de même nature est retranscrite en 1763 dans l'interrogatoire de Pierre Heu, accusé de faux témoignage et de subornation de témoins⁵⁰. Les faux témoins qui cherchent à blanchir un accusé ne sont pas moins punissables : l'intention du faux témoignage, à charge ou à décharge, ne semble pas avoir d'influence significative sur la décision des magistrats d'inculper ou non un accusé⁵¹. Elle en a en revanche sur le choix de la peine. Toutes choses étant égales par ailleurs (c'est-à-dire dans l'environnement des variables étudiées par la régression logistique multiniveaux), la probabilité d'être condamné à une peine afflictive lourde ou moyenne est 20,9 fois plus importante pour les inculpés ayant déposé à charge que pour ceux qui ont déposé à décharge.

L'objet du faux témoignage est aussi pris en compte, car, et les juriconsultes le remarquent, le faux témoignage continue globalement d'être réprimé selon le principe du talion, qui voulait que son auteur fût condamné à la peine que l'innocent accusé aurait encourue si le faux témoignage avait porté ses fruits. Ainsi, 48 % des inculpés ayant déposé à propos de crimes qui attentent à l'intégrité physique d'une personne sont condamnés à des peines afflictives lourdes et moyennes ; 7 des 17 condamnés à des peines afflictives lourdes avaient témoigné à charge dans un procès pour homicide (galères à perpétuité pour un ; enfermement à perpétuité pour une ; pendaison pour un autre ; et, pour quatre, la roue).

Toutefois, les conseillers semblent être davantage inquiétés par les accusés de faux témoignage ayant déposé à propos de crimes censés attentent à l'équilibre général de la société. Ceux-ci risquent 17,3 fois plus d'être inculpés que ceux qui ont déposé à propos de crimes contre les biens d'une personne, et 14,4 fois plus que ceux qui ont déposé à propos de crimes qui attentent à son

47. Voir, par exemple, A. SOMAN, 1977 ; J. LECUIR, 1974 ; B. GARNOT, 1981.

48. B. GARNOT, 2003.

49. AN, X^{2A} 982.

50. Voir *supra*.

51. Le test de Fisher (500 000 répliques) indique une probabilité d'indépendance de 49 %.

intégrité physique⁵². 48 % des inculpés dans ce cas sont, eux aussi, condamnés à des peines afflictives lourdes ou moyennes et 4 des condamnés à des peines afflictives lourdes avaient déposé faux à charge dans des procès pour blasphèmes (galères à perpétuité), fausse monnaie (pendaison), lèse-majesté (bagne à perpétuité), sédition à justice (pendaison).

Tableau 1. *Répartition des peines des inculpés en fonction de l'objet du faux témoignage*

Objet du FT	Affl. lourdes	Affl. moyennes	Affl. légères	Infamantes	Pécuniaires	Ensemble	Effectifs
Contre la société	19 %	29 %	10 %	43 %	0 %	100 %	21
Contre le corps	23 %	25 %	21 %	16 %	16 %	100 %	44
Contre l'honneur	12 %	12 %	38 %	38 %	0 %	100 %	8
Contre les biens	5 %	27 %	44 %	24 %	0 %	100 %	41
Instrumentaire	0 %	17 %	33 %	50 %	0 %	100 %	12
Inconnu	0 %	0 %	18 %	55 %	27 %	100 %	11
Ensemble	12 %	24 %	26 %	30 %	7 %	100 %	137

Note. Test de Fisher (500 000 répliques), p-value = 0,00038.

Le faux témoin est finalement perçu comme celui-là même qui fragilise la société. La crainte du faux témoignage participe d'une représentation alors courante selon laquelle la parole structure le lien social, de telle sorte que Montaigne peut écrire que « celui qui la fausse, trahit la société publique⁵³ ». L'édit de 1532 n'exprime pas autre chose contre les faux témoins et les falsificateurs de contrats, qui sont « dommaigeables a nostre peuple et au bien publique⁵⁴. » Le faux témoin met en danger l'innocent, mais il ébranle aussi la confiance accordée à la parole, à laquelle les institutions avaient délégué une autorité pour rendre compte d'un fait en l'assurant par un serment.

La fidélité due au roi à travers son personnel judiciaire ou administratif serait ainsi perturbée par des intérêts particuliers. Le témoin pourrait avoir des raisons personnelles de déposer faux, mais, plus souvent, le personnel du Parlement craint qu'il ne serve la cause d'autres individus. Dans 70 interrogatoires, il est explicitement demandé aux accusés de faux témoignage s'ils

52. On remarquera qu'elle est 57,1 fois plus forte que pour un accusé dont l'objet du faux témoignage n'est pas précisé. En fait, dans ce dernier cas, les accusés sont toujours moins inculpés que dans les autres. Le personnel du Parlement se désintéresserait-il de préciser une affaire dès lors que l'accusé n'est pas inculpé ?

53. M. de MONTAIGNE, 2009, p. 488.

54. ORDONNANCE, 1532.

n'ont pas été subornés. Les magistrats redoutent souvent des faux témoins professionnels, qui vendraient leur parole au plus offrant, mais la subornation se fait aussi par la force. 34 accusés, qui ne sont pas forcément les mêmes que ceux auxquels les magistrats ont posé une question relative à la subornation, disent qu'ils ont été subornés ou qu'on a essayé de les suborner. 19 précisent que c'est par des menaces. Mais s'agit-il alors d'un aveu ou s'agit-il d'une stratégie de défense pour amoindrir la gravité du crime, voire pour s'en disculper ?

Les conseillers du Parlement semblent en tout cas accorder plus d'importance aux procès pour faux témoignage dès lors qu'un procureur, représentant officiel des institutions lésées par ce crime, s'y implique. D'après les arrêts rédigés, 64,8 % des requêtes d'accusation en faux témoignage ont été produites par des procureurs seuls et non par des particuliers. Cette surreprésentation peut être due, en partie, à une facilité de rédaction des greffiers du Parlement, mais elle traduit aussi la volonté de contrôle et de prise en charge par le personnel étatique des corruptions intervenues dans l'administration et la justice. Les accusés dans le procès desquels un procureur est impliqué, seul ou joint à un particulier, sont en moyenne 5,9 fois plus inculpés que les autres. Il semble alors compliqué de parler, pour le parlement de Paris, d'une « *“privatisation”* du faux témoignage⁵⁵ » comme celle qu'observe Christiane Plessix-Buisset pour le parlement de Bretagne.

Mais, si le faux témoignage inquiète tant, pourquoi sa répression est-elle relativement faible ? Les conseillers du Parlement sont finalement assez démunis face aux accusés de faux témoignage, dont les procès constituent des cas complexes. Pour les faux témoignages faits en justice, les procès s'enchaînent même dans d'autres, formant ainsi un « labyrinthe⁵⁶ » de procédures. La suspicion du faux témoignage déstabilise en fait en profondeur le régime de vérité bâti autour d'une affaire, d'un contrat. L'accusé est fréquemment interrogé pour savoir « s'il a dit la vérité » et plusieurs peines obligent les inculpés à déclarer avoir déposé « contre vérité », qu'ils auraient supprimée, tue ou scellée.

Le faux témoin fait ainsi disparaître la vérité du contrat ou de l'affaire principale. Mais la vérité s'échappe aussi des procès pour faux témoignage. Comme s'en plaint Muyart de Vouglans, apporter la preuve de la fausseté de la parole « est extrêmement difficile⁵⁷ ». La vérité étant alors souvent inaccessible, les conseillers s'accrochent comme ils le peuvent à la vraisemblance, à la cohérence des propos du témoin, qu'il s'agisse de celle des éléments d'une seule déposition entre eux, ou de celle d'une déposition avec d'autres effectuées par le même témoin ou avec d'autres preuves du procès. Mais cette vérité du cas, mobilisée au secours de « la » vérité, est souvent fragilisée, elle

55. C. PLESSIX-BUISSET, 1988, p. 497.

56. A.-F. PROST DE ROYER, 1783, p. 189.

57. P.-F. MUYART DE VOUGLANS, 1780, p. 260.

aussi. Une accusation de faux témoignage est une arme à la disposition des parties, et d'abord de l'accusé. Moyen de défense, elle ne sert pas forcément à dénoncer un mensonge, une injustice mais peut participer d'une stratégie de chicane pour discréditer les témoins, pour déstabiliser la partie adverse ou pour retarder un jugement.

Comment, alors, s'assurer que le témoignage a bien été faussé ? Les accusations de faux témoignage ou de subornation souvent se répondent et l'apparition d'une requête de ce genre jette finalement le doute sur tous les témoins, sur les parties voire sur le personnel administratif ou judiciaire concerné. De la sorte, certains procès se retrouvent encombrés d'un grand nombre d'accusés de faux témoignage ou de subornation, comme par précaution. Suspectées plus que prouvées, les accusations n'aboutissent donc pas aussi souvent à une inculpation que pour les autres types de crime.

En septembre 1773, dans le procès du comte de Morangiès, déjà cité, un seul des sept accusés de faux témoignage et un seul des cinq accusés de subornation sont finalement inculpés ; et encore s'il est certain que la condamnation de François Liégeard Dujonquay concerne l'affaire principale de dettes, est-il certain qu'elle vient aussi sanctionner l'accusation de subornation de témoins ? Si la multiplication des chefs d'accusation entre significativement en corrélation avec la décision des magistrats d'inculper ou non les accusés de subornation, ce n'est pas le cas pour les accusés de faux témoignage⁵⁸. Elle joue plutôt sur la sévérité de leur peine. Un inculpé n'étant accusé que de faux témoignage est 8,3 fois moins susceptible de subir une peine afflictive lourde ou moyenne qu'un autre ayant deux à cinq chefs d'accusation portés contre lui.

Le désarroi des conseillers face aux accusés de faux témoignage s'observe aussi dans leur rapport aux jugements des magistrats de première instance. Les études successives sur le Parlement ont montré que les conseillers infirment fréquemment les sentences en appel, adoucissant les peines plutôt qu'ils ne les durcissent⁵⁹. Les arrêts ne sont cependant pas toujours clairs : la formule « la sentence mise au néant » peut apparaître bien que les décisions et les peines ne soient pas modifiées de fait. Observons les décisions d'inculper ou non les accusés de faux témoignage. Jugeant les appels, les conseillers continuent de prendre en compte les sentences : les accusés de faux témoignage inculpés en première instance risquent 13,8 fois plus, en moyenne, d'être inculpés au Parlement que ceux qui ont été dans un premier temps relâchés (absous, mis hors de cour) ou soumis à des suppléments d'information.

Cependant, 29 % des accusés inculpés en première instance sont tout de même innocentés, mis hors de cour ou soumis à divers suppléments d'information tandis que 29 % des accusés absous en première instance sont inculpés.

58. Le test de Fisher (500 000 répliques) indique une probabilité d'indépendance de 88,5 %.

59. A. SOMAN, 1977 ; J. LECUIR 1974 ; B. GARNOT 1981.

Plus précisément, d'après les écarts à l'indépendance, les confirmations des absolutions, des mises hors de cour et des suppléments d'information sont encore plus fortement représentées que les confirmations des inculpations. Par ailleurs, les suppléments d'information ordonnés en première instance donnent très fréquemment lieu à des mises hors de cour au Parlement : les accusés sont alors renvoyés sans que leur culpabilité ou leur innocence ait été déterminée. Les conseillers tendraient donc à suivre davantage les sentences de première instance lorsqu'elles n'inculpent pas l'accusé. Ils sont en revanche plus prompt à inculper les accusés de faux témoignage qu'ils jugent eux-mêmes en première instance au Parlement, peut-être parce qu'ils sont plus immédiatement en contact avec les affaires : les paroles suspectes sont encore vives.

Tableau 2. Répartition des décisions de la cour en fonction des sentences de 1^{re} instance

Sentence de 1 ^{re} instance	Convaincus	Absous	Hors de cour ou nullité	Suppléments d'information	Ensemble	Effectifs
Convaincus	71 %	11 %	11 %	7 %	100 %	141
Absous	29 %	57 %	7 %	7 %	100 %	14
Hors de cour	0 %	20 %	70 %	10 %	100 %	10
Suppl. d'information divers	21 %	10 %	34 %	34 %	100 %	29
Ensemble	57 %	15 %	18 %	11 %	100 %	194

Note. Test de Fisher (500 000 répliques), p-value = 2e⁻⁰⁶.

Figure 2. Écarts à l'indépendance de la répartition des décisions de la cour en fonction des sentences

Tableau 3. *Types de décision en fonction des instances*

Type de jugement	Convaincu	Absous	Hors de cour	Suppl. d'inf.	Ensemble	Effectifs
Sentences de 1 ^{re} instance	73 %	7 %	5 %	15 %	100 %	194
Arrêts de la cour	59 %	15 %	16 %	11 %	100 %	247
en appel	57 %	14 %	18 %	11 %	100 %	194
en 1 ^{re} instance	68 %	15 %	9 %	8 %	100 %	53

Note. Tests de Fisher (500 000 répliques) : entre les sentences et les arrêts, p-value = 8,6e⁻⁰⁵ ; entre les sentences et les différentes sortes d'arrêts, p-value = 0,000274.

La répression s'affirme en fait à certaines périodes bien précises. Au tournant des xvi^e et xvii^e siècles, le faux témoignage est particulièrement visible dans les archives parlementaires⁶⁰. L'injure de « faux témoin » foisonne dans les réponses d'accusés de toutes sortes de crimes interrogés en la cour pour discréditer les témoins qui ont déposé contre eux. En 1600, 1610, 1620, en moyenne 6 procès par an impliquent des accusés de faux témoignage. Ce nombre s'effondre par la suite, ce qui n'indique pas tant la diminution de ce crime ni même de sa répression, que l'accès raréfié de ce type d'affaires à la cour. Entre 1600 et 1630, les accusés de faux témoignage semblent toutefois facilement suspectés et risquent 7,9 fois plus d'être inculpés, en moyenne, que ceux jugés plus tard.

Tableau 4. *Évolution du nombre moyen de procès et d'accusés de faux témoignage par an avec les intervalles de confiance à 95 %*

Périodes	Procès		Accusés	
	Moyenne / an	IC (95 %)	Moyenne / an	IC (95 %)
1600-1620	6	[5-7]	13	[11-15]
1630-1690	2	[0,6-3,7]	4	[0,9-8,4]
1700-1790	0,9	[0,7-1,1]	2	[1,5-2,5]

Note. Test de Kruskal-Wallis : pour les procès, p-value = 0,004792 ; pour les accusés, p-value = 0,009503. Vus les intervalles de confiance, 1630-1690 ne peut être comparé avec 1700-1790.

En effet, le faux témoignage s'estompe ensuite des archives du Parlement mais, épisodiquement, la répression se fait forte. Pour les six années d'archives dépouillées entre 1640 et 1690, les inculpations se concentrent en 1670 et 1680 et, pour chacune de ces années, 4 inculpés sur 7 sont condamnés à des peines afflictives lourdes ou moyennes. En revanche, la période suivante se signale par la faible répression que les conseillers exercent sur les accusés de faux témoignage. Les accusés inculpés entre 1700 et 1749 ont 10,3 fois

60. Pour la fin du xvr^e siècle, je me fonde sur le feuilletage de plusieurs registres et cartons de procès-verbaux que je n'ai cependant pas modélisés.

plus de chance d'échapper à une peine afflictive lourde ou moyenne que ceux inculpés en 1670 et 1680 ; 5,2 fois plus que ceux inculpés en 1600, 1610, 1620 et 1630. Enfin, les inculpations pour faux témoignage sont très peu nombreuses entre 1750 et 1790. Mais du milieu des années 1750 au milieu des années 1760, puis dans les années 1780, les peines rendues contre les inculpés sont particulièrement sévères. C'est alors comme si les magistrats craignaient d'inculper des innocents, mais que, une fois le faux témoignage jugé indiscutable, la répression s'appliquait avec force.

Tableau 5. *Évolution des taux d'inculpation et de condamnation à des peines sévères*

Périodes	Accusés : taux d'inculpation		Inculpés : taux de condamnation à des peines afflictives lourdes et moyennes	
	%	Effectifs	%	Effectifs
1600-1630	80,4	33/41	45,4	15/33
1640-1690	61,5	16/26	57,1	8/14
1700-1749	63,9	46/72	13,9	6/43
1750-1790	47,2	51/108	44,7	21/47
Ensemble	59,1	146/247	36,5	50/137

Note. Tests de Khi2 : inculpé ou non, p-value = 0,001986 ; peine sévère ou non, p-value = 0,002293.

Tableau 6. *Évolution, entre 1755 et 1790, de la répartition des peines des inculpés pour faux témoignage*

Périodes	Affl. lourdes	Affl. moyennes	Affl. légères	Infamantes	Pécuniaires	Ensemble	Effectifs
1755-1763	56 %	33 %	0 %	11 %	0 %	100 %	9
1764-1779	0 %	18 %	32 %	50 %	0 %	100 %	22
1780-1790	25 %	31 %	13 %	31 %	0 %	100 %	16
Ensemble	19 %	26 %	19 %	36 %	0 %	100 %	47

Note. Test de Fisher (500000 répliques), p-value = 0,002786.

Expliquer des comportements et des représentations sur deux siècles n'est jamais chose facile et, après ce débroussaillage, chaque période dégagée devrait faire l'objet d'une recherche entière pour être mieux comprise. Par exemple, je n'ai pas trouvé d'hypothèse suffisamment satisfaisante concernant l'accroissement de la répression en 1670 et 1680. Faudrait-il la raccorder aux durcissements de la politique religieuse de Louis XIV ? Pour le reste, j'é mets une première hypothèse, qui lie la prise en charge du faux témoignage à la mission parlementaire de protection de l'autorité et de la sacralité royales.

Olivier Christin a analysé la manière dont, au ^{xvi}^e siècle, les conflits confessionnels font de la parole un enjeu politique à travers le commandement qui défend de prononcer le nom de Dieu en vain et celui qui interdit le faux témoignage⁶¹. Se met plus généralement en place une politique de la parole, de laquelle l'édit de 1532 semble participer. La monarchie cherche à unifier les paroles et à assurer leur vérité, à purifier les langues qui témoignent et les mains qui transcrivent, à encadrer les rituels de la parole officielle, de la parole déléguée.

Au tournant des ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles, le faux témoignage apparaît comme un sujet répandu de crainte et de préoccupations. Les auteurs d'écrits de controverse religieuse mobilisent eux aussi le faux témoignage pour discréditer leurs opposants⁶². Les dangers religieux du faux témoignage sont d'ailleurs invoqués à cette époque par certains conseillers du Parlement pour effrayer ou moraliser ceux qui sont accusés de ce crime. Les effets des tensions politico-religieuses pèsent encore sur la France et si les guerres civiles ont été en grande partie apaisées par l'édit de Nantes en 1598, la stabilité n'est pas complètement retrouvée. L'assassinat de Henri IV vient le rappeler aux habitants du royaume en mai 1610. Le Parlement réaffirme alors le pouvoir royal, ébranlé, en assujettissant les discours avec rigueur. Sur les quatre inculpés pour faux témoignage condamnés à la peine capitale entre 1600 et 1630, tous le sont pendant l'automne 1610.

Il n'est pas non plus anodin que la répression se fasse sévère entre 1755 et 1763, moment d'affaiblissement de l'autorité royale, matérialisé par la tentative de régicide de Damiens. Arlette Farge a déjà observé le combat que les autorités mènent alors contre les « mauvais discours⁶³ » qui offensent directement la personne du roi. De la même manière, ceux qui déstabilisent sa justice sont poursuivis. Il peut aussi être intéressant d'étudier la répression accrue du faux témoignage dans les années 1780 à travers le prisme des tensions qui traversent la société. Tandis que la nature sacrée du roi est remise en cause, la « faillite de l'État » semble s'inscrire dans les imaginaires⁶⁴. Les écrits de juristes dénoncent plus explicitement les dangers du faux témoignage – voire du témoignage pour certains – et Louis Sébastien Mercier, qui goûte en général assez peu les exécutions publiques ou la rigueur des peines, se satisfait dans une scène de son *Tableau de Paris* des condamnations à mort ordonnées contre un suborneur et des faux témoins⁶⁵.

Les moments de faible visibilité et de faible répression du faux témoignage peuvent s'expliquer de deux façons. D'une part, les périodes de stabilité

61. O. CHRISTIN, 2003, p. 118-134.

62. Voir, par exemple, H. DE MEYNIER, 1624.

63. A. FARGE, 1992, p. 250.

64. P. SERNA, 2000.

65. L.-S. MERCIER, 1788, p. 362, *sqq.*

intérieure seraient aussi celles d'un relâchement dans l'encadrement des discours ; d'autre part, les conseillers du Parlement semblent se désintéresser des attaques que les langues pourraient porter contre leur monarque ou contre sa justice lorsqu'ils entrent directement en conflit avec ce dernier, durant la Fronde (1648-1653) ou au moment de la réforme de Maupeou (1770-1774) et de sa contestation. En revanche, dans les moments de crise et lorsque le roi et le Parlement fonctionnent en bonne entente, les faux témoins apparaissent comme une menace sérieuse dans l'esprit des conseillers, premiers délégués de la justice royale. Symboles d'une parole trouble et rebelle, les faux témoins signalent les dysfonctionnements de la justice et de la société auxquels il faut remédier. Les peines de certains inculpés sont alors exemplifiées, diffusées par les voix du personnel du Parlement et par les presses de son imprimerie.

Désigner des faux témoins

À l'époque moderne, les caractéristiques sociales qui empêchent un individu d'être témoin sont, en droit, bien moins nombreuses qu'au Moyen Âge⁶⁶. Les témoins ne sont plus tant exclus *a priori* que « reprochés » au cours de l'instruction par les parties, si celles-ci le souhaitent. Seuls les vagabonds, les criminels et les individus considérés comme fous continuent, formellement, d'être interdits de témoigner. Cela n'empêche pas que le personnel judiciaire soit, plus ou moins consciemment, influencé par l'identité des témoins accusés d'avoir déposé faux ; d'autant que ce crime résiste bien aux preuves. Je développerai ici trois caractéristiques des accusés de faux témoignage retranscrites dans les archives : le sexe, l'âge et la qualité, c'est-à-dire l'activité. Ces traits doivent être comparés, pour faire sens, à ceux qui ressortent des études sur les accusés de toutes sortes de crimes mais aussi de celles sur les témoins. Il faut toutefois rester prudent : les catégories utilisées varient d'une étude à l'autre et les détails manquent souvent pour assurer la comparaison⁶⁷.

Ici, les femmes représentent 25,5 % des 247 accusés de faux témoignage et 21,2 % des 137 inculpés non contumaces. Dans l'environnement de la régression logistique multiniveaux, elles ont une probabilité 2,3 fois moins importante d'être inculpées que les hommes. À première vue, il n'y a là pas de grande différence avec les tendances habituellement observées dans les études sur la répression en France à l'époque moderne. Entre 15 et 20 % des accusés comme des inculpés pour n'importe quel crime sont des femmes. Toutefois, ces fréquences font sens dans leur rapport avec la répartition relativement équitable des genres au sein des justiciables potentiels du royaume. Or, dans le cas du crime de faux témoignage, la population de référence doit être celle des témoins, déjà déséquilibrée entre les deux sexes. Si les femmes

66. B. SCHNAPPER, 1991.

67. A. PETER, 2016, p. 131-194.

sont autorisées à témoigner depuis le ^{xiv}^e siècle, le groupe des témoins reste marqué par une forte masculinité⁶⁸. On pourrait donc s'attendre à ce que, les déséquilibres s'accumulant, la part des femmes accusées et, *a fortiori*, de celles inculpées pour faux témoignage jugées au parlement de Paris soit infime. Au contraire, elle s'avère somme toute relativement importante.

De fortes inégalités de traitement se révèlent aussi entre les hommes et les femmes impliqués dans une même affaire. Le 20 janvier 1761, Nicolas Pagnoux, employé de 37 ans et Anne Martin, servante de 22 ans, comparaissent devant la cour⁶⁹. Le premier est accusé d'avoir suborné la seconde, témoin dans une affaire de vol. Celle-ci a été condamnée par les magistrats de la sénéchaussée de Lyon à l'amende honorable, au carcan avec des écriteaux, à être marquée au fer chaud puis à être bannie à perpétuité de la sénéchaussée, sans compter les amendes qui s'ajoutent à cette liste. Quant à Nicolas Pagnoux, les magistrats ne se sont pas décidés et il doit être soumis à un supplément d'information. Les conseillers de la Tournelle condamnent finalement les deux, mais pas avec la même rigueur. Pagnoux doit payer une amende, tandis que Anne Martin voit sa peine alourdie. L'amende honorable, le carcan, les écriteaux qui la désignent comme « faux témoin » et la marque sont confirmés, mais plutôt que d'être bannie, elle est condamnée à être enfermée à perpétuité dans l'hôpital général de Lyon. Plus généralement, les hommes ne sont pas significativement condamnés à des catégories de peines plus sévères que les femmes⁷⁰, même si la peine la plus forte pour ces dernières n'est jamais l'exécution capitale mais un ensemble de peines corporelles combiné à l'enfermement à perpétuité, dans des conditions qui conduisent parfois à la mort. Les conseillers du Parlement seraient-ils influencés par le préjugé alors répandu selon lequel les femmes seraient promptes au bavardage ? Trop légère, trop rapide, trop insoucieuse, la langue féminine serait jugée plus encline à déraiper du sentier du témoignage.

L'appréciation des âges est assez délicate. Ceux-ci sont indiqués pour 170 accusés de faux témoignage (68,8 %) et certains sont vraisemblablement le résultat d'estimations faites par les accusés eux-mêmes ou par le personnel du Parlement, que la mention « environ » leur soit ou non accolée⁷¹. Enfin, l'âge n'est pas celui de l'accusé au moment du témoignage suspect mais de l'interrogatoire au Parlement. Les accusés de faux témoignage ont en moyenne 41 ans, la moitié se trouve entre 31 et 50 ans et la tranche 36-40 ans contient le plus grand nombre d'individus. La dispersion est très forte autour de la

68. B. GARNOT, 2003.

69. AN, X^{2A} 1124, X^{2A} 809.

70. Test de Khi2 pour la condamnation à des peines afflictives lourdes et moyennes ou non en fonction du genre, p-value = 0,3955. Test de Fisher (500000 répliques) sur la répartition générale des peines en fonction du genre : p-value = 0,2822.

71. Il y a une surreprésentation des individus âgés de 40, 50 et 60, (9, 12 et 7 accusés), valeurs qui forment des ruptures intuitives.

moyenne⁷² : le plus jeune des accusés a 12 ans et les deux plus âgés 80 et 85 ans (cas exceptionnels cependant).

Les âges des accusés de faux témoignage jugés au Parlement semblent correspondre aux âges observés plutôt pour les témoins en général que pour la population criminelle. Faisant la synthèse des études sur cette dernière, Benoît Garnot écrit qu'« au XVIII^e siècle, la pyramide des âges [...] présente un maximum pour la tranche qui va de vingt-cinq à vingt-neuf ans⁷³ », bien que, ajoute-t-il, la jeunesse des accusés soit sans doute surestimée. Les témoins tendent à être plus âgés. Ceux des écouages lillois dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle ont en moyenne 38,2 ans⁷⁴ ; 59,01 % des témoins entendus dans la sénéchaussée de Lyon entre 1688 et 1788 ont entre 21 et 40 ans⁷⁵.

Il est cependant 2,7 fois plus probable que les conseillers de la Tournelle inculpent les accusés de faux témoignage de moins de 31 ans plutôt que les 31-55 ans⁷⁶. Comme cela a été analysé pour les accusés en général, on peut sans doute y voir l'inscription relativement fragile des plus jeunes dans des réseaux de sociabilité qui auraient pu les protéger de l'inculpation⁷⁷. Les représentations du rapport entre l'âge et la tenue de la parole peuvent aussi influencer les conseillers. Dans son traité sur la langue, Érasme, qui attaquait d'ailleurs celle des femmes, s'intéresse aussi aux maladies langagières de l'âge.

« Les adolescents, autant que les hommes vieux, sont ordinairement plus bavards que ceux qui sont dans la force de l'âge ; cela s'explique soit par leur manque de raison, soit parce que la nature compense, par l'empressement de la langue, la perte des forces corporelles⁷⁸ ».

Y aurait-il plus de suspicion, ou moins de tolérance, pour les accusés de faux témoignage lorsqu'ils sont éloignés de « la force de l'âge » ? Quatre des huit accusés âgés de moins de 22 ans sont inculpés, et les deux plus jeunes (12 et 15 ans) sont condamnés à de lourdes peines. Âgé de 12 ans, René Guérin aurait déposé faux dans une affaire de vol. Le 22 août 1714⁷⁹, la haute cour durcit le blâme auquel il avait été condamné dans la sénéchaussée de Bauge et ordonne qu'il soit battu de verges « sur la custode par trois jours différents puis conduit à l'hospital general [de Bauge] pour y rester enfermé par correction pendant trois ans. » L'extrême jeunesse de l'accusé n'a pas joué en sa faveur face aux conseillers de la Tournelle. De l'autre côté de la pyramide des âges, si cinq des huit accusés âgés de plus de 66 ans sont eux aussi inculpés,

72. Écart-type : 13,9 ans.

73. B. GARNOT, 2009, p. 160.

74. C. DENYS, 2003.

75. F. BAYARD, 2003.

76. Autrement dit, le quart le plus jeune des accusés risque 2,7 fois plus d'être inculpé que la moitié qui se concentre autour de l'âge médian.

77. B. GARNOT, 2009, p. 161.

78. ÉRASME, 2002, p. 251.

79. AN, X^{2A} 1078, X^{2B} 932.

l'unique peine lourde (galères à perpétuité) est ordonnée en 1680 contre Pierre Thuillier, âgé de 67 ans. Les inculpés de 70 et 80 ans sont condamnés à des peines afflictives plus légères.

L'appréciation des « qualités », c'est-à-dire des activités principales des individus est, elle aussi, malaisée. Leurs mentions dans les interrogatoires sont en effet aussi floues qu'incertaines et leur catégorisation ne peut être qu'indicative. Les qualités apparaissent tout de même pour 161 des 247 accusés de faux témoignage (65,2 %) et 90 des 137 inculpés (65,7 %). Les études sur les témoins montrent que ceux-ci sont souvent des notables ou des individus exerçant des professions administratives ou juridiques. Les accusés de faux témoignage ne correspondent pas vraiment à ce schéma, mais plutôt à celui des accusés amenés en général devant la justice, qui, comme le rappelle Benoît Garnot, « sont issus du peuple, et même des catégories les plus pauvres de celui-ci »⁸⁰. 45,3 % des accusés de faux témoignage dont on connaît la qualité sont d'un milieu inférieur⁸¹ ; 40,4 % d'un milieu intermédiaire⁸². La différence s'accroît lors du jugement en la cour. Venant d'un milieu inférieur, les accusés sont 2,7 fois plus susceptibles d'être inculpés que ceux d'un milieu intermédiaire et, surtout, les inculpés sont alors 3,6 fois plus susceptibles d'être condamnés à des peines afflictives lourdes ou moyennes que ceux d'un milieu intermédiaire ; 15,5 fois plus que ceux d'un milieu supérieur⁸³. La répression se fait plus forte envers ceux dont les réseaux d'influence ne sont pas suffisants pour les protéger de la justice, mais aussi envers ceux dont la personnalité fragile paraît alors propre à tomber dans les travers de la langue.

Sans développer ici les sociabilités du faux témoignage, on peut remarquer pour finir que les portraits des accusés de subornation de témoins diffèrent de ceux des accusés de faux témoignage, ce qui confirme le statut de dominé attribué à ceux-ci. Les 249 accusés de subornation de témoins sont plus fréquemment des hommes (18,1 % de femmes seulement⁸⁴) et sont un peu plus âgés (44 ans en moyenne pour les 158 dont l'âge est mentionné⁸⁵). Mais les différences se marquent plus encore dans les qualités des individus. Celles-ci sont indiquées

80. B. GARNOT, 2009, p. 162.

81. Tels les métiers peu qualifiés, salariés non qualifiés, domestiques, colporteurs, mendiants.

82. Tels les métiers qualifiés, laboureurs, soldats, cabaretiers, petits négociants, clercs de notaire.

83. Tels les détenteurs d'offices, gens d'armes gradés, ecclésiastiques, marchands, notables, nobles.

84. Test de Khi2 entre le sexe et l'accusation, p-value = 0,05784. Sur le seuil de significativité, voir en annexes.

85. Test de Student entre les deux séries d'accusés, p-value = 0,04967. L'écart-type pour les accusés de subornation est de 12,3 ans, mais sa différence avec celui des âges des accusés de faux témoignage n'est pas assez significative pour être commentée (test de Fisher sur les variances, p-value = 0,1296).

pour 199 des accusés de subornation (79,9 %) et 70 des inculpés (72,9 %), soit davantage que dans les cas de faux témoignage, signe, peut-être, de l'importance accordée à la condition des suborneurs par le personnel du Parlement.

Il faut dire que la part des individus provenant des milieux les plus favorisés dépasse les 50 %, tant pour les accusés que pour les inculpés pour subornation de témoins. Ces accusés de subornation ne sont pas significativement moins innocents ou mis hors de cour que ceux qui proviennent des strates inférieures de la société⁸⁶, même s'ils restent relativement protégés des peines les plus sévères. La répartition des accusés de subornation et des inculpés pour ce crime en fonction du milieu social s'oppose en fait à celle observée pour le faux témoignage. Enfin, 13 des 19 liens identifiables entre des accusés de subornation et des accusés de faux témoignage signalent la domination des premiers sur les seconds.

Tableau 7. *Qualités des accusés en fonction de l'accusation*

Accusés	Inférieures	Moyennes	Supérieures	Ensemble	Effectifs
Faux témoignage	40,4 %	45,3 %	14,3 %	100 %	161
Subornation	12,1 %	31,7 %	56,3 %	100 %	199

Note. Test de Khi2, p-value < 2,2e⁻¹⁶

Tableau 8. *Qualités des inculpés en fonction de l'accusation*

Inculpés	Inférieures	Moyennes	Supérieures	Ensemble	Effectifs
Faux témoignage	44,4 %	36,7 %	18,9 %	100 %	90
Subornation	10,0 %	37,1 %	52,9 %	100 %	70

Note. Test de Khi2, p-value = 4,198e⁻⁰⁷

Conclusion

Si l'étude sérielle des archives judiciaires ne permet pas de faire à proprement parler une histoire sociale de la criminalité, elle fournit de précieuses indications sur l'inscription sociale des accusés de faux témoignage et sur leur parcours au sein de la procédure criminelle, et offre aussi un point de vue sur les logiques d'écriture et les imaginaires du personnel judiciaire.

Par le croisement des regards, démarches qualitatives et quantitatives encadrent l'analyse des pratiques et des représentations des conseillers du Parlement, qui ne se résument pas à une répression uniforme des accusés de

86. Test de Khi2 (inculpés ou non en fonction de la qualité), p-value = 0,4422.

faux témoignage. Dans ce processus, les raisons qui conduisent les conseillers à inculper ou non un accusé peuvent différer de celles qui favorisent la condamnation d'un inculpé à une peine sévère ou plus légère. Une déposition à charge contre un accusé ne joue ainsi pas un rôle significatif dans l'inculpation d'un accusé de faux témoignage mais, si ce dernier est déclaré coupable, ce facteur contribue à accentuer la sévérité des peines.

En outre, les allers-retours entre une première base de données fondée sur le *Répertoire des arrêts criminels* et la lecture des plunitifs, des minutes et des arrêts transcrits correspondants, nécessaire pour constituer la base de données finale, ont permis d'observer le *Répertoire* sous un angle nouveau. Derrière l'inventaire n° 450 – sa cote dans l'*État des inventaires* de 1914⁸⁷ –, un monde s'est dévoilé. Les listes des accusés mais aussi des arrêts portant règlement mettent au jour les enjeux qui entourent la constitution de la mémoire judiciaire. Modélisant, catégorisant, les greffiers laissent des traces de leurs pratiques de travail mais aussi de la façon dont ils imaginent les accusés et les crimes qu'ils dénombrent.

Sans donner accès à une quantification précise du faux témoignage, les archives criminelles du parlement de Paris permettent ainsi de prendre la mesure de la place accordée aux accusés de ce crime dans l'institution et des représentations qu'ils suscitent dans les imaginaires du personnel judiciaire. Quelle que soit l'accusation, les prévenus et *a fortiori* les inculpés s'y transforment en *personnages*⁸⁸, que les transcriptions d'interrogatoire mettent en scène et que les rédactions d'arrêts criminels mettent en récit. Certains sont réellement coupables, d'autres ont souffert injustement mais, entrés au Parlement, ils se trouvent tous dotés d'un masque dont le dessin leur échappe en partie et qui s'ajoute aux hésitations, aux suspensions, aux craintes des conseillers.

Pour distinguer les paroles vraies d'avec les fausses, ces derniers sont sensibles au contexte du faux témoignage, qu'il s'agisse du type de crime dans lequel la parole faussée intervient, du parcours du procès jusqu'au Parlement ou des événements sociopolitiques concomitants. Si la répression du faux témoignage ne disparaît pas au XVIII^e siècle, elle ne s'exprime plus que ponctuellement dans toute sa force. Le faux témoignage semble en outre plus facilement suspecté chez ceux dont la faiblesse sociale fragiliserait la tenue de la langue, la droiture de la parole.

La prise en charge des accusés de faux témoignage souligne ainsi les enjeux qui entourent l'autorité conférée aux paroles, à l'oralité. Les faux témoins mettraient en péril la confiance que l'on peut accorder à autrui et, partant, l'équilibre social et la stabilité du royaume ; angoisses que traduisent

87. C. SAMARAN & M. DILLAY, 1938, p. 62.

88. En résonance avec M. MAUSS, 1989.

les *topoi* relatifs à leur pullulement et à leur impunité. Les menaces portées à l'autorité et à la sacralité du Roi mobilisent tout particulièrement les conseillers, qui cherchent alors à s'imposer comme gardiens des discours autorisés, à contrôler et assujettir les langues.

Les discours des faux témoins continuent toutefois d'être difficiles à saisir, non seulement pour l'historien mais déjà pour les conseillers du Parlement qui tentent tant bien que mal de les enserrer dans différents régimes de vérité. Cela explique finalement les nombreuses absolutions, demandes de supplément d'enquête et, surtout, mises hors de cour. S'il est facile de mettre en doute des paroles par des accusations de faux témoignage, leur falsification semble échapper à toute certitude.

Bibliographie

- ARREST DE LA COUR DE PARLEMENT, *qui condamne Pierre Heu à faire amende-honorable, & à être rompu vif, pour avoir porté faux témoignage...*, Paris, chez P. G. Simon, 1763.
- BASTIEN, Pascal, *L'exécution publique à Paris au XVIII^e siècle. Une histoire des rituels judiciaires*, Seyssel, Champ Vallon, 2006.
- BAYARD, Françoise, « Témoins et témoignages aux XVII^e et XVIII^e siècles. Le cas lyonnais », in Benoît GARNOT (dir.), *Les témoins devant la justice. Une histoire des statuts et des comportements*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2003, p. 197-208.
- BRIAN, Éric, *La mesure de l'État. Administrateurs et géomètres au XVIII^e siècle*, Paris, Albin Michel, 1994.
- BRUNO, Anne-Sophie, *Les chemins de la mobilité. Migrants de Tunisie et marché du travail parisien depuis 1956*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2010.
- CASTAN, Nicole, *Justice et répression en Languedoc à l'époque des Lumières*, Paris, Flammarion, 1980.
- CHARTIER, Roger, *La main de l'auteur et l'esprit de l'imprimeur (XVI^e-XVIII^e siècle)*, Paris, Gallimard, 2015.
- CHRISTIN, Olivier, *Les yeux pour le croire. Les Dix Commandements en images (XV^e-XVII^e siècle)*, Paris, Seuil, 2003.
- DENYS, Catherine, « Les témoins des écouages lillois au XVIII^e siècle », in Benoît GARNOT (dir.), *Les témoins devant la justice. Une histoire des statuts et des comportements*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2003, p. 221-231.
- DILLAY, Madeleine, « Instruments de recherche du fonds du parlement de Paris dressés au greffe de la juridiction », *Archives et bibliothèque*, 1937-1938, n° 1, p. 13-30, n° 2, p. 82-92, n° 3, p. 190-199.
- ÉRASME, *La langue*, trad. par Jean-Paul Gillet, Genève, Labor et fides, 2002.
- FARGE, Arlette, *Dire et mal dire. L'opinion publique au XVIII^e siècle*, Paris, Seuil, 1992.
- FEUTRY, David, « Sauver les archives, défendre le roi. La remise en ordre des registres du Parlement d'après les papiers du Procureur général Joly de Fleury », in Olivier PONCET & Isabelle STOREZ-BRANCOURT (dir.), *Une histoire de la mémoire judiciaire de l'Antiquité à nos jours*, Paris, École nationale des chartes, 2009, p. 245-252.

- FEUTRY, David, *Plumes de fer et robes de papier. Logiques institutionnelles et pratiques politiques du parlement de Paris au XVIII^e siècle, 1715-1790*, Paris, Institut universitaire Varenne, 2013.
- GARNOT, Benoît, « Délits et châtements en Anjou au XVIII^e siècle », *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, t. 88, 3, 1981, p. 283-304.
- , *Crime et justice aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Paris, Imago, 2000.
- (dir.), *Les témoins devant la justice. Une histoire des statuts et des comportements*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2003.
- , *Histoire de la justice. France, XVI^e-XX^e siècle*, Paris, Gallimard, 2009.
- GRÜN, Adolphe, « Notice sur les archives du parlement de Paris », in Edgard BOUTARIC (dir.), *Actes du parlement de Paris*, t. 1, Paris, Plon, 1863, p. I-CCLXXXVI.
- HALPÉRIN, Jean-Louis, « La preuve judiciaire et la liberté du juge », *Communications*, 2009-1, n° 84, p. 21-32.
- HILDESHEIMER, Françoise (dir.), *Le parlement de Paris. Logiques politiques et pratiques documentaires XVII^e-XVIII^e siècles*, Paris, Honoré Champion, 2016.
- JOUHAUD, Christian, RIBARD Dinah & SCHAPIRA Nicolas, *Histoire, littérature, témoignage. Écrire les malheurs du temps*, Paris, Gallimard, 2009.
- LECUIR, Jean, « Criminalité et “moralité” : Montyon, statisticien du parlement de Paris », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 21-3, 1974, p. 445-493.
- MAUSS, Marcel, « Une catégorie de l'esprit humain : la notion de personne, celle de “moi” », in Marcel MAUSS, *Sociologie et anthropologie*, Paris, Puf, 1989 (1^{re} éd. 1950), p. 331-362.
- MAZA, Sarah, *Private lives and public affairs : the Causes célèbres of prerevolutionary France*, Berkeley, Los Angeles et Londres, California University Press, 1993.
- MERCIER, Louis-Sébastien, *Tableau de Paris*, t. 11, Amsterdam, s.n., 1788.
- MERLIN, Philippe-Antoine, « Faux », in Joseph-Nicolas GUYOT (dir.), *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, criminelle, canonique et bénéficiale*, t. 24, Paris, Panckoucke, 1778, p. 405-454.
- MEYNIER, Honorat DE, *Le faux-tesmoignage des ministres pretendus reformez, reconnu & refuté par justice*, Paris, Julian Jacquin, 1624.
- MONTAIGNE, Michel DE, *Essais*, édités par Emmanuel NAYA, Delphine REGUIG-NAYA & Alexandre TARRÊTE, vol. 2, Paris, Gallimard, 2009.
- MUYART DE VOUGLANS, Pierre-François, *Les loix criminelles de France dans leur ordre naturel*, Paris, Merigot-Crapart-Morin, 1780.
- PAYEN, Philippe, *Les arrêts de règlement du parlement de Paris au XVIII^e siècle. Dimension et doctrine*, Paris, Puf, 1997.
- , *La physiologie de l'arrêt de règlement du parlement de Paris au XVIII^e siècle*, Paris, Puf, 1999.
- PETER, Aurélien, *Craintes des langues dévoyées, cultures de l'écrit. Les faux témoins et leurs suborneurs mentionnés dans les archives du parlement de Paris (XVII^e-XVIII^e siècle)*, mémoire de master recherche dirigé par Jean-Marie Le Gall, université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2016.
- PIANT, Hervé, *Une justice ordinaire. Justice civile et criminelle dans la prévôté royale de Vaucouleurs sous l'Ancien Régime*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2006.

- , « Des procès innombrables. Éléments méthodologiques pour une histoire de la justice civile d'Ancien Régime », *Histoire & Mesure*, XXII-2, 2007, p. 13-38.
- PLESSIX-BUISSSET, Christiane, *Le criminel devant ses juges en Bretagne aux XVI^e et XVII^e siècles*, Paris, Maloine, 1988.
- PROST DE ROYER, Antoine-François (dir.), *Dictionnaire de jurisprudence & des arrêts, ou Nouvelle édition du Dictionnaire de Brillouin...*, t. 3, Lyon, Impr. d'Aimé de La Roche, 1783.
- SAMARAN, Charles & DILLAY, Madeleine, *Répertoire critique des anciens inventaires d'archives. Archives nationales. Séries U à ZZ³ (papiers judiciaires)*, Paris, Didier, 1938.
- SALLÉ, Jacques-Antoine, *L'esprit des deux ordonnances de Louis XV sur les donations & sur les testaments*, Paris, Chez la Veuve Rouy, 1752.
- SCHNAPPER, Bernard, *Voies nouvelles en histoire du droit. La justice, la famille, la répression pénale (XVI^e-XX^e siècle)*, Paris, Puf, 1991, p. 145-175.
- SERNA, Pierre, « Comment meurt une monarchie ? », in Joël CORNETTE (dir.), *La monarchie. Entre Renaissance et Révolution, 1515-1792*, Paris, Seuil, 2000, p. 355-427.
- SOMAN, Alfred, « Les procès de sorcellerie au parlement de Paris (1565-1640) », *Annales. Économies, sociétés, civilisations*, 32, 1977, p. 790-814.
- SOMAN, Alfred & BERCÉ, Yves-Marie, « Les archives du Parlement dans l'histoire », *Bibliothèque de l'École des chartes*, 153-2, 1995, p. 255-273.

Annexes
Régressions logistiques

Tableau A1. *Déterminer la culpabilité : les accusés de faux témoignage jugés au parlement de Paris*

<i>Catégories</i>	<i>Variables</i>	<i>Modalités</i>	<i>Coefficients</i>	<i>Signifi- cativité</i>	<i>Odds ratio</i>	<i>O.R. inv</i>
		Références agrégées	6,96338057	***	1057,20	
Individu	Sexe	Homme	réf.	réf.		
		Femme	-0,83477599	.	0,43	2,30
	Âge	Inconnu	0,1508741			
		x12-30	1,01297324	.	2,75	
		x31-55	réf.	réf.		
		x56-85	0,19915445			
	Qualité	Inférieure	réf.	réf.		
		Moyenne	-0,98010898	.	0,38	2,66
		Supérieure	-0,52595512			
		Inconnue	-0,68783393			
Crime	Nombre de chefs d'accusations	Un	réf.	réf.		
		Deux à cinq	0,43424693			
	Type d'affaire dans laquelle est apparu le faux témoignage	Contre les biens	-2,84875925	**	0,06	17,27
		Contre personne physique	-2,66955137	**	0,07	14,43
		Contre personne morale	-1,90155204			
		Instrumentaire	-1,04704636			
		Inconnu	-4,16123857	***	0,02	64,15
		Contre la société	réf.	réf.		
	Intention	Charge	réf.	réf.		
		Décharge	0,03285578			
		Inconnu	-1,27272867			

<i>Catégories</i>	<i>Variables</i>	<i>Modalités</i>	<i>Coefficients</i>	<i>Signifi- cativité</i>	<i>Odds ratio</i>	<i>O.R. inv</i>
Procès	Année du juge- ment au parlement	1600-1630	réf.	réf.		
		1640-1690	-2,5250338	**	0,08	12,49
		1700-1749	-1,82089914	*	0,16	6,18
		1750-1790	-1,62393737	*	0,20	5,07
	Demandeurs à l'origine du procès	Procureur joint	1,85500325	*	6,39	
		Procureur seul et inconnu	1,68462071	*	5,39	
		Particuliers	réf.	réf.		
	Juridiction d'ori- gine du procès	Bailliage	-2,54901775	**	0,08	12,79
		Sénéchaussée	-1,88625717	*	0,15	6,59
		Juridiction royale de base	-1,5596353			
		Juridiction d'appel	-1,62604503			
		Juridiction royale non précisée	réf.	réf.		
		Reste (seigneurial, militaire, religieux)	-2,20210904	*	0,11	9,04
	Lieu d'origine du procès	Centre	-1,3487562	*	0,26	3,85
		Nord Est	-0,61225392			
		Région « pari- sienne » et inconnu	-0,64165994			
		Ouest	réf.	réf.		
	Jugement en 1 ^{re} instance	Relâché	-2,64217106	***	0,07	14,04
		Reste	-2,60702152	***	0,07	13,56
		Coupable	réf.	réf.		
		Directement jugé au parlement	-0,92631883			

Significativité : *** p-value<0,001 ; ** p-value<0,01 ; * p-value<0,05 ; . p-value<0,07

Note. La limite supérieure de la significativité a été élevée à 0,07. Au vu des effectifs étudiés, des tendances observées jusqu'à ce seuil sont encore suffisamment solides pour être commentées.

*Tableau A2. Imposer une peine afflictive sévère :
les inculpés pour faux témoignage non contumaces*

Catégories	Variables	Modalités	Coefficients	Signifi- cativité	Odds ratio	O.R. inv
		Références agrégées	-1,907365143			
Individu	Sexe	Homme	réf.	réf.		
		Femme	-0,391266027			
	Âge	Inconnu	0,192880638			
		x12-30	0,386244299			
		x31-55	réf.	réf.		
		x56-80	0,353346662			
	Qualité	Inférieure	réf.	réf.		
		Moyenne	-1,295604843	.	0,27	3,65
Supérieure		-2,743620229	**	0,06	15,54	
Inconnu		-1,358626636	*	0,26	3,89	
Crime	Nombre de chefs d'accusation	Un	réf.	réf.		
		Deux à cinq	2,118415311	*	8,32	
	Type d'affaire dans laquelle est apparu le faux témoignage	Contre la société	2,43003671	.	11,36	
		Contre les biens	1,235012148			
		Contre la per- sonne morale	réf.	réf.		
		Contre la per- sonne physique	2,195141332			
		Instrumentaire	0,672775263			
		Inconnu	0,267873286			
	Intention	Décharge	réf	réf.		
		Charge	-3,037758918	*	0,05	20,86
Inconnu		-0,906422228				
Procès	Année du juge- ment au parlement	1600-1630	1,655540865	.	5,24	
		1640-1690	2,328478176	*	10,26	
		1700-1749	réf.	réf.		
		1750-1790	0,517020104			
	Lieu d'origine du procès	Centre	0,141299301			
		Nord Est	0,003081719			
		Région « pari- sienne » et inconnu	-0,251346712			
		Ouest	réf.	réf.		

Significativité : *** p-value<0,001 ; ** p-value<0,01 ; * p-value<0,05 ; . p-value<0,07